

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BR 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

• Prison
d'Arenc
Marseille

**Nouvelle
provocation
policière**

Le préfet de police de Marseille aurait organisé une nouvelle provocation contre tous ceux qui de plus en plus nombreux protestent contre l'existence de cette prison clandestine pour immigrés.

On se souvient que le dossier est bloqué depuis longtemps déjà. On fait état maintenant d'une enquête qui aurait été ouverte par la préfecture à l'encontre d'un substitut du parquet de Marseille, Oswald Baudot. On lui reprocherait d'avoir joint une petite note «de la part d'Oswald Baudot» jointe à un communiqué du «Collectif Arenc» adressé ces derniers jours à la presse marseillaise. Ce communiqué (dont nous avons publié des extraits) répondait à 5 arguments trompeurs avancés par le préfet. Plus que jamais nous exigeons que toute la vérité soit faite sur cette affaire et que la prison soit fermée.

CE QUE GISCARD N'A PAS DIT

Des déclarations de Giscard d'Estaing, mardi soir, on retiendra d'abord sa volonté de ne pas trop méconter l'URSS.

Alors qu'on lui demandait de répondre précisément à la question : «Est-ce que vous estimez qu'il y a un rôle de Cuba et donc de l'Union soviétique au Zaïre», il répondait en tournant autour du pot : «Cuba et l'Union soviétique, ce ne serait pas la même responsabilité» comme s'il n'était pas clair aujourd'hui que le Cuba de Castro joue le rôle de chair à canon de l'URSS, puis il ajoutait : «Les éléments infiltrés sont des éléments récemment entraînés. Ce sont des éléments qui ont été formés par d'autres. Quels sont les autres qui les ont formés ? Je n'ai pas d'infor-

mations à cet égard.» Ne sait-il pas que les agresseurs ayant pénétré au Zaïre sont armés par l'URSS, encadrés par des Cubains et ne sait-il pas que l'Angola d'où ils sont venus est occupé par des «conseillers militaires» soviétiques. En refusant de désigner clairement les responsables de l'agression contre le Zaïre, Giscard d'Estaing manifeste sa crainte de s'attirer les foudres de l'URSS, quelques mois avant la visite que Brejnev doit effectuer dans notre pays.

Cette même attitude devait se manifester à propos des droits de l'homme en URSS. «La France n'interviendra pas dans les situations particulières à l'intérieur des autres États», devait-il déclarer, réaffirmant

ainsi son refus de prendre parti publiquement devant les manifestations de la dictature sociale-fasciste en URSS.

Puis, alors que l'agressivité de l'URSS apparaît de plus en plus au grand jour, il reprenait l'air mensonger de la «détente» : «La voie de la détente doit continuer à être celle de nos efforts».

Et pour mieux justifier cette fausse détente, il sous-estimait délibérément les préparatifs de guerre de l'URSS. Il devait affirmer que ses efforts d'armement remontent à 12 ans et se manifestent maintenant :

C'est là une façon de dire qu'il n'y a rien de nouveau dans la politique de l'URSS. Au total, alors que l'URSS se livre à l'agression aujourd'hui en Afrique et s'y pré-

pare en Europe, Giscard d'Estaing se refuse à méconter l'URSS, espérant l'amadouer en conciliant. Il devait d'ailleurs le dire clairement en affirmant : «Vouloir intervenir publiquement sur des problèmes particuliers, c'est s'imaginer que l'on fera reculer un pays comme l'Union soviétique sur l'application de ses propres décisions. Ce n'est pas par de tels procédés qui représenteraient pour ce pays un recul, une humiliation, que l'on résoudra les problèmes qui se posent».

N'est-ce pas touchant ce souci de ne pas vouloir vexer ceux qui font régner leur ordre par le fer et le feu ? C'est une telle politique qui encourage les agresseurs. Ils ne craignent rien autant que la lumière.

Editorial

Plus un mensonge est gros...

«Plus un mensonge est gros, plus il a de chances d'être cru» tel était le précepte avec lequel Gæbbels faisait fonctionner la propagande nazie et grâce auquel il comptait pouvoir tromper les peuples.

La machine de propagande du social-impérialisme russe l'a repris à son compte depuis plusieurs années et le met en pratique aujourd'hui pour tenter de camoufler l'agression contre le Zaïre.

Dans une déclaration publiée mardi, l'agence «Tass» qualifie d'«absurdes» les «inventions» à propos de la participation de l'URSS aux événements du Zaïre.

«Invention» ce qui est aujourd'hui de notoriété publique : les agresseurs qui ont pénétré au Zaïre l'ont fait avec des armes soviétiques, encadrés par des mercenaires cubains, à partir de l'Angola transformée en néo-colonie de l'URSS. «Invention», la présence en Afrique de plusieurs milliers de cubains débarqués en Angola par les avions soviétiques.

Dans cette même déclaration, TASS affirme : «Chaque peuple seul, et seulement lui, peut régler ses problèmes intérieurs». Ces

héritiers de Gæbbels sont devenus maîtres en matière de cynisme, eux qui ont envahi la Tchécoslovaquie, qui se sont livrés à l'agression dans le sous-continent indien, qui sont intervenus en Angola, qui aujourd'hui arment et encadrent les agresseurs du Zaïre : Les théoriciens de la «souveraineté limitée» ne sont pas à une proclamation de foi hypocrite près.

Puis, croyant sans doute faire une démonstration irréfutable, l'agence Tass déclare : «Ces dernières semaines des mouvements se sont produits dans le Sud du pays contre le gouvernement central, ce qui démontre qu'il s'agit d'un conflit interne».

Et voilà, la démonstration est faite ! Livrez-vous à une agression contre un pays indépendant, avec l'aide de mercenaires, puis appelez cela «conflit interne», telle est la recette soviétique.

Dans d'autres cas, ces gens-là ont d'autres arguments tout prêts : Ils viennent au secours d'un «peuple frère» comme en Tchécoslovaquie. Hitler lui aussi savait toujours trouver de tels «arguments» pour camoufler ses agressions.

• Usinor-Thionville

La colère gronde LES DIRECTIONS SYNDICALES FREINENT

20 000 licenciements annoncés dans la sidérurgie, fermeture prévue d'USINOR-Thionville, c'est incontestablement un événement très important. Face à cela la volonté de lutte est énorme chez les ouvriers. Que font les directions syndicales ?

Séguy, Maire et Cie avaient fait grand tapage la semaine dernière : on allait voir ce qu'on allait voir ! L'heure est à la lutte ! etc.

LE BLOCAGE

Or, regardons ce qui vient de se passer. Déjà, lors de la dernière manifestation devant USINOR, les ouvriers voulaient briser les chaînes qui fermaient les grilles, ils voulaient occuper. Les pontes syndicaux, CGT en tête, les en avaient empêchés. La CGT et le PCF avaient bien parlé d'occupation, mais «seulement en dernier recours». En attendant... ils discutent.

Mardi les bonzes CGT, CFDT, FO, CFTC et CGC de la sidérurgie lorraine se sont réunis. Ils ont à nouveau parlé d'occupation. Ils ont même parlé de consulter tous les travailleurs pour leur demander s'ils voulaient ou non occuper.

Mais ce vote n'a enfin de compte pas eu lieu ! D'occupation, il n'est plus question. C'est FO cette fois-ci qui a ressorti la phrase : «occupation en dernier ressort». En attendant... on continue de discuter.

GREVES DE 24 H

On en est donc revenu aux grèves de 24 heures. Ces arrêts de travail que la classe ouvrière refuse de plus en plus, et à juste titre, car ils ne permettent pas de gagner et ils découragent.

Une «journée de lutte» est ainsi prévue à Thionville pour jeudi.

Quand il s'agit de grèves-bidon, les chefs syndicaux ne sont pas gênés : Ils en promettent même pour «l'ensemble des secteurs publics et nationalisés dans la quatrième semaine d'avril» (rencontre Séguy-Maire de jeudi dernier).

OCCUPONS !

Les marxistes-léninistes savent bien qu'ils répondent aux aspirations profondes des ouvriers de Thionville quand ils lancent le mot d'ordre «Occupons !». L'enjeu est de taille : il s'agit de l'emploi de plusieurs milliers d'ouvriers. Ceux qui font trainer le mouvement en longueur doivent être dénoncés. Seule la lutte classe contre classe permet la victoire.



SOMMAIRE

LIRE

- page 2 :
Le peuple de Turquie face aux superpuissances.

- page 2 :
Police : nouvelles affaires de tortures et de sévices.

- page 3 :
L'arbre et la forêt : ce que le PCF voudrait cacher.

- page 3 :
Un révisionniste à l'académie ou le salaire d'un traître.

- page 4 :
Extension des licenciements et du chômage partiel.

- page 4 :
Grève des foyers Sonacotra : la collusion Séguy Sonacotra. (1)



• Marcq-en-Barœul (Nord) Une famille d'immigrés : Propriétaire et tribunal se liguent pour l'expulser !

Cette famille vit avec plusieurs enfants dans 3 pièces minuscules. Le plafond de l'unique pièce du rez de chaussée qui menace de s'effondrer, dessine une courbe inquiétante. Le robinet d'eau et les WC sont dehors et communs avec la dizaine de maisons voisines, toutes dans le même état.

Malgré les difficultés (le père gagne 1 600 francs par mois à porter à longueur de jour des ballots de 60 à 100 kg et la mère prise du cœur, a dû s'arrêter de travailler il y a un an), on avait réussi en tirant le diable par la queue à se nourrir, à se vêtir et à payer le loyer et les charges.

Mais voilà que le propriétaire pour apaiser les craintes de ses locataires décide de mettre un faux plafond dans toutes les maisons sauf une : celle dont le locataire ne porte pas un nom français !

Devant cette injustice et ce racisme, le père décide de ne plus payer son loyer tant

que les travaux ne sont pas faits aussi chez lui. Il en avertit son propriétaire... qui s'empresse de lui faire un procès où on oublie de le convoquer le jour du jugement.

Et voici la décision prise par les juges : 1 200 francs d'amende, presque un mois de salaire pour cette famille !

Aussi, maintenant, devant l'impossibilité de payer une pareille somme plane le danger de l'expulsion pure et simple !

QUE FAIRE ?

Il ne faut pas rester isolé. Regroupons-nous, Français et immigrés, autour du «Cris» de Marcq-Pont pour dénoncer en masse les scandales de la justice au service des possédants !

Regroupons-nous pour empêcher, au coude à la main, les expulsions et les saisies sur notre quartier !

Extrait du «Cris», feuille locale des communistes marxistes léninistes de Marcq en Barœul.

Police-secours

«Si c'est pour un travailleur, adressez-vous ailleurs !»

Nous étions chez des amis dans le 11e quand nous avons entendu vers 21 heures des appels au secours provenant de l'appartement d'une vieille dame de 92 ans, habitant seule au 5e étage sans ascenseur. Nous l'avons trouvée par terre près de la porte entrouverte. Nous avons téléphoné à police-secours qui nous a répondu qu'ils ne se déplaçaient pas comme ça et nous a donné le No de téléphone d'un médecin d'urgence. Celui-ci était en visite et n'est arrivé qu'à 23 heures. Il a appelé une ambulance et la vieille dame n'a finalement été hospitalisée que vers minuit.

Après ça, la police pourra toujours faire de la publicité sur sa vocation à «servir la population».

Des lecteurs

Police

Nouvelles affaires de tortures et sévices

A Corbeil-Essonnes, plusieurs jeunes immigrés ont été victimes de sévices graves dans un commissariat où on les a battus et où on s'est livré à des tortures sexuelles sur certains d'entre eux.

A Paris, une jeune femme danoise accuse les policiers de la gare du Nord de l'avoir violée après l'avoir entraînée au commissariat sous prétexte qu'elle leur avait demandé de «se pousser» pour pouvoir lire les horaires des trains. Accompagnée du premier conseiller de l'am-

bassade du Danemark, elle a déposé plainte.

Il est indispensable de dénoncer de tels forfaits et d'exiger un châtiment des coupables. Car le plus souvent, le pouvoir essaie d'étouffer ces affaires. Ainsi on n'a plus guère entendu parler de la plainte déposée le 27 mai 1975 par des jeunes gens victimes de sévices de la part des gendarmes de la Clotat. Et la justice a mis 2 ans pour inculper 4 gendarmes de Bandol qui avaient frappé et torturé un ferrailleur. Ils ne sont d'ailleurs pas encore condamnés.



Le peuple de Turquie face aux superpuissances

Un simple regard sur une carte permet de saisir l'importance stratégique qu'a la Turquie de par sa position géographique : elle est à la fois le carrefour entre l'Europe et l'Asie et entre le Nord

et le Sud (Moyen-Orient). De plus, c'est en Turquie que sont situés les deux détroits du Bosphore et des Dardanelles, qui permettent le passage des bateaux de la mer Noire à la Méditerranée.

Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que l'impérialisme, depuis qu'il existe, ait tendu ses griffes sur la Turquie pour lui imposer, entre autres, la liberté de passage dans les détroits en sa faveur.

Actuellement, ce sont surtout les deux superpuissances qui rivalisent pour s'assurer une position dominante dans ce pays du tiers monde. Mais entre elles deux, pas d'équilibre : ces dix dernières années, on peut constater un net recul des positions US en Turquie, et par contre, une infiltration croissante du social-impérialisme russe. Quelques chiffres suffisent pour prouver cette évolution :

- alors qu'en 1965, les crédits US à la Turquie s'élevaient à 80 millions de dollars, ils n'étaient plus que de 6 6 millions en 1973 ;

- les effectifs militaires US sont passés de 20 000 à 7 000 hommes ;

- les crédits accordés par l'URSS - c'est-à-dire le capital introduit en Turquie - en 9 ans est 7 fois supérieur au capital introduit par les autres puissances en 20 ans.

- actuellement, si l'on fait une moyenne, chaque habitant de Turquie a une «dette» de 500 livres turques envers l'URSS.

Avec l'aide de leur cinquième colonne, le parti révisionniste, les sociaux-impérialistes soviétiques cherchent à pénétrer tous les domaines de la vie de la Turquie. Et la crise de Chypre de 1974 n'a fait qu'accélérer ce processus.

Le mois dernier, des accords d'amitié et de coopération ont été conclus entre les deux pays, accords par lesquels l'URSS extorque de nouveaux avantages.

LA MEME POLITIQUE QUE LES ANCIENS TSARS

L'infiltration soviétique en Turquie constitue un élément de sa politique agressive qui vise à prendre l'Europe de l'Ouest en tenailles. Pour dominer la Méditerranée, le Kremlin doit s'assurer le passage de sa flotte de guerre par le Bosphore et les Dardanelles, et donc violer la souveraineté de la Turquie sur ces détroits, et violer aussi les accords

internationaux de Montreux (1936), qui interdisaient le passage des navires militaires par les détroits.

Au fond, le jeu des Brejnev et Kossyguine est exactement le même que celui des anciens tsars, le même que celui de Pierre-le-Grand, qui considérait la mer Noire comme un «tremplin» pour s'étendre vers la Méditerranée.

Politique qu'avait dénoncée, combattue et abolie l'URSS de Lénine et de Staline, qui avait été à l'époque le seul pays à soutenir entièrement les exigences légitimes de Kemal Atatürk sur l'appartenance des détroits à la Turquie.

LA RESISTANCE DU PEUPLE

Le peuple de Turquie, qui possède une tradition plusieurs fois séculaire de révolte à l'oppression intérieure et étrangère, ne reste pas les bras croisés face aux agissements des superpuissances dans son pays.

Si, pendant un temps, la dégénérescence révisionniste du parti léniniste l'avait privé de son avant-garde, la création en 1969 du Parti révolutionnaire ouvrier et paysan de Turquie (TIHKP) lui a redonné son état-major de combat.

Contrairement à la clandestinité et soumis à une répression féroce, le TIHKP utilise toutes les possibilités légales qui subsistent encore. Il développe son influence et renforce ses rangs en impulsant la lutte sous le mot d'ordre : «Ni la Russie, ni l'Amérique - Turquie indépendante et démocratique !»

Les marches anti-impérialistes organisées depuis 2 ans avec le soutien de la revue *Aydinlik* (Clarté), qui exprime le point de vue des révolutionnaires prolétariens de Turquie, sont un bon exemple de la protestation populaire contre les ingérences étrangères et de la détermination du peuple à ne pas se laisser abattre.

La dernière, en décembre dernier, est partie de Ode-mis - l'endroit où fut tiré le premier coup de fusil de la guerre d'indépendance, au lendemain de la seconde guerre mondiale. Forte de quelques deux mille personnes, dont la plupart l'avait rejointe en cours de route,



cette marche s'est terminée à Izmir, la ville portuaire où, en 1923, les impérialistes furent «jetés à la mer». La valeur symbolique de ces deux villes indique clairement que la libération sociale de ce pays du tiers monde passe nécessairement

par la lutte pour la libération nationale, par la lutte pour «jeter à la mer» les deux superpuissances, et avant tout, dans les circonstances actuelles, par la lutte contre la plus menaçante d'entre elles - la Russie social-impérialiste.

Remous politiques en Israël

L'administration sioniste est secouée d'importants remous politiques tous ces jours-ci. Pris en flagrant délit de contradiction avec la loi de l'Etat sioniste qui interdit la détention de devises à l'étranger, le premier ministre Rabin a été contraint de démissionner. Le premier parti sioniste, le parti travailliste, a désigné Shimon Péres, grand ami de Moshe Dayan et l'un des partisans les plus acharnés des thèses expansionnistes sionistes et du renforcement militaire d'Israël pour lui succéder.

Il est entouré de deux personnalités présentées par la presse sioniste comme plus «modérés», Ygal Allon et Abba Eban. Mais au fond, «colombes» ou «faucons», les dirigeants sionistes sont toujours d'accord pour pratiquer une même politique expansionniste et

raciste. Cette nomination prend toutefois d'autant plus d'importance qu'elle intervient à un moment où la situation au Sud Liban est toujours très tendue. Des combats sévères continuent à y opposer les Palestiniens aux phalangistes libanais qui bénéficient d'un soutien logistique ouvert de la part de l'armée sioniste.

D'importantes concentrations de chars israéliens ont lieu à proximité de la frontière et des hélicoptères venus d'Israël survolent impunément la zone des combats en territoire libanais.

Durant tout le week-end, les dirigeants libanais et syriens ont multiplié les initiatives pour parvenir à un «gel» des opérations militaires dans le Sud du pays et à un règlement négocié entre les différents partis libanais et palestiniens en présence.

Des propos révélateurs

Andrew Young, ambassadeur US à l'ONU, multiplie depuis quelques jours des déclarations révélatrices des hésitations de l'impérialisme américain à l'égard de son rival soviétique.

Lundi, après avoir quasiment fait l'éloge de la présence cubaine en Angola qu'il qualifiait de «stabilisatrice», il cherchait à nouveau à présenter les cubains sous un jour amical en affirmant que la plupart d'entre eux participaient à des travaux civils notamment agricoles ! A propos du Zaïre, il affirmait : «Il ne

nous appartient pas d'assurer son intégrité territoriale». Autrement dit, carte blanche à l'URSS.

Mardi, sur un autre sujet, celui des violations des 200, miles marins des USA par des bateaux soviétiques, il s'exclamait : «Nous ne devons pas déclencher un incident international à chaque fois que quelqu'un enfreint la loi».

Ces déclarations sont l'expression d'un courant dans la nouvelle administration US à céder du terrain devant l'URSS.





• Toulouse

5 accidents mortels en 5 ans à l'APC

Les accidents sont quotidiens dans cette usine chimique de fabrication d'engrais azotés. Du fait du développement de la production nationale des pays du tiers monde en ce domaine, les capitalistes déplacent leurs usines, pour préserver leurs profits, vers les ports où arrivent les matières premières importées. L'usine de Toulouse périclète. Depuis longtemps, il n'y a plus d'embauche, de plus en plus de travaux sont livrés à la sous-traitance. Pas un sous n'est consacré à l'entretien et à la sécurité.

Dans un atelier grand de plus de 10 m, une seule échelle est disponible pour régler des vannes à 3 ou 4 m

de hauteur. alors, les ouvriers montent sur de grands bidons d'huile. Dernièrement encore, en descendant de l'un d'eux, un ouvrier a glissé, est tombé sur une clef anglaise, s'est fracturé la jambe.

Les derniers jours du mois de mars, un ouvrier de l'APC a fait une chute mortelle de 10 mètres; la rambarde à laquelle il s'appuyait, s'est effondrée, rongée par la rouille.

En se moquant pas mal de la sécurité, les patrons font payer de leur vie la crise aux travailleurs. Pour protester contre la mort de leur camarade, les travailleurs de l'APC ont fait grève 24 heures.



Pourquoi vous risquez de ne pas voir «Les loulous»

Les «loulous» est le premier long métrage de Patrick Cabouat. C'est le fruit de 2 ans de travail; il avait obtenu une avance sur recette, il avait mis 50 % de son salaire en participation, et quand tout fut prêt: la censure entra en action.

Premier sabotage: on change le titre du film, l'affiche a été conçue sans que le réalisateur soit consulté, sans que l'affichiste ait vu le film. La sortie était fixée à octobre, c'est à cette époque que la presse a parlé du film, puis on repousse jusqu'en février; enfin le 16 mars, le film sort dans 13 salles. Une semaine après, le film n'est maintenu que dans une seule salle. Pourquoi a-t-on fait faire 13 copies du film pour n'en maintenir qu'une seule à l'affiche? Sur ordre de qui la Société de distribution Parafrance a-t-elle fait cela? Au fait, ce film de quoi parle-t-il? De la répression policière, de la révolte des jeunes!

Un révisionniste à l'académie

Le salaire d'un traître

André Stil, c'est le nom de celui que l'Académie Goncourt vient d'admettre en son sein. Outre le côté «prestige» et l'augmentation des montants des contrats avec les éditeurs, l'admission à l'Académie Goncourt signifie que celui qui est admis est appelé à juger des romans qui sortent.

Il doit adopter les critères de jugements bourgeois qui sont ceux de l'Académie Goncourt.

Qu'on s'en souvienne: le dernier prix Goncourt a été attribué à un dénommé Grainville pour un roman raciste sur l'Afrique. André Stil n'aura certainement pas à modifier beaucoup sa vision du monde pour être au diapason. Il n'y a qu'à lire ses articles dans l'Humanité blanche pour s'en rendre compte.

Mais qui est cet André Stil? Il est né dans le Nord, fils de mineur, il était lui-même artisan. En 1950, il devient membre du Comité central du PCF et rédacteur en chef de l'Humanité, dernier poste qu'il occupe jusqu'en 1958. Son roman «Le premier choc» obtient en 1952 le prix Staline de littérature. En 1953, il publie un essai «Vers le réalisme socialiste». Mais cet écrivain a suivi la voie du PCF dans la dégénérescence, vers le révisionnisme. Les héros de ses œuvres ce n'est plus la classe ouvrière mais Monsieur Stil et ses états d'âme.

C'est bien parce qu'il a renié tous ses écrits des années 50 sur la classe ouvrière, sur le réalisme socialiste qu'il peut être admis dans cette académie. Dis-moi qui tu fréquentes, je te dirai qui tu es.

nouvelles intérieures

L'arbre et la forêt

Ce que le PCF voudrait cacher

Mettre bien en évidence l'arbre pour cacher la forêt est une vieille tactique de ceux qui ont quelque chose à cacher. C'est la tactique du PCF par rapport à l'aide apportée par le gouvernement français au gouvernement zairois.

Bien sûr, cette aide n'est pas désintéressée car la France est un pays impérialiste: c'est l'arbre. Mais ce qui est sûr aussi, c'est qu'il y a une agression lancée sur une large échelle par le social-impérialisme soviétique contre l'Afrique en général et aujourd'hui le Zaïre: c'est la forêt.

LE PCF ET L'INDEPENDANCE

Ainsi Ballanger, au nom du PCF, a exprimé à Giscard son souci de l'indépendance des pays d'Afrique. Ce serait très méritoire si ce n'était pas un mensonge.

Ce qui nous permet de dire que c'est un mensonge, c'est par exemple le fait que le Programme commun ne prévoit même pas l'indépendance (précisément) pour les colonies françaises. Ce serait pourtant la moindre des choses avant de se poser en défenseur de l'indépendance du Zaïre et de l'Angola!

Le Programme commun refuse aux DOM-TOM l'indépendance nationale et on noie le poisson sous des mots alambiqués du genre: «collectivités nouvelles prévues par l'Article 72 de la Constitution», ou bien «nouveau statut qu'elle discutera avec le gouvernement». Ce n'est donc pas la défense de l'indépendance des pays d'Afrique qui intéresse le PCF.

LE PCF ET L'UNION SOVIETIQUE

L'Humanité consacre la moitié de sa première page et la moitié de sa page 8 à l'intervention française au Zaïre; mais dans ces colon-

nes, on ne trouve aucun mot sur la présence et l'intervention russe au Zaïre et en Afrique. Autre absence remarquable: on ne trouve même pas trace de la déclaration de Ballanger en réponse à Chirac: «Il n'y a pas, selon tous les renseignements qui nous sont parvenus, de troupes

Voici en intégral le chapitre 2 du Programme commun sur les colonies françaises (DOM-TOM).

«Le gouvernement reconnaît le droit à l'autodétermination des peuples des DOM et des TOM. Les nouveaux statuts seront discutés avec les représentants des populations concernées et devront répondre aux aspirations de celles-ci. La Guadeloupe, la Guyanne, la Martinique et la Réunion seront érigées en collectivités nouvelles prévues par l'article 72 de la Constitution; les populations de ces 4 territoires seront appelées dans le meilleur délai à élire, chacune au suffrage universel - et dans des conditions assurant l'exercice réelle des libertés démocratiques - une assemblée ayant pour but l'élaboration d'un nouveau statut qu'elle discutera avec le gouvernement et qui permettra à ces peuples de gérer eux-mêmes leurs propres affaires».

Deux remarques:

- le fait que ce chapitre soit si court est déjà une indication sur l'intérêt que portent les signataires à la question!

- ensuite, tout ce qui est prévu c'est en fait un statut «démocratique» des colonies françaises, et non pas leur indépendance nationale complète et immédiate. Les «collectivités» seront encore dépendantes du gouvernement français (avec qui elles négocieront), des élections françaises et la Constitution française.

ou de soldats cubains ou soviétiques» au Zaïre.

Car non seulement des journaux comme l'Aurore ou le Figaro, mais aussi un journal comme le Matin de Paris, ont, eux d'autres informations. En effet, le Matin de Paris dit dans son éditorial: «Les menées subversives inspirées et aidées par l'Union soviétique et Cuba sont, en effet, une



réalité». Or, il convient de rappeler que le Matin de Paris est directement tenu en main par le PS!

LE VRAI DANGER

Le PCF fait donc grand tapage autour des visées de l'impérialisme français pour cacher celles de l'impérialisme russe.

De même il nous parle des «visées de Mobutu sur l'Angola». Mais qui donc a mis la main sur l'Angola et qui donc a maintenant des visées sur le Zaïre? n'est-ce pas l'URSS?

Le PCF s'est vu à plusieurs reprises obligé de prendre verbalement ses distances par rapport à Moscou de peur de s'isoler. Mais il reste bien un agent, un fervent défenseur des nouveaux tsars du Kremlin. Son attitude dans cette affaire le prouve.

Toutefois, le parti révisionniste n'est pas seul dans cette opération: enfin, pas tout à fait seul... Il est un second journal qui tente aussi de cacher les menaces russes sur le Zaïre et la main-mise sur l'Angola. C'est le journal de Krivine. Rouge parle même d'une éventuelle invasion de l'Angola par la France... C'est essayez de planter un petit arbuste devant l'énorme forêt des armements agressifs russes.

Qui pourrait s'y laisser prendre? Aujourd'hui, le danger russe en Afrique n'est plus qu'un secret de polichinelle!

• Encore la fatalité

Après la sécheresse de l'été dernier, la propagande bourgeoise commence à nous parler des gelées de printemps. C'est un fait que le froid et la neige viennent de causer des dégâts notamment à l'arboriculture et à la viticulture: 80 % de la production fruitière détruite dans le Lot-et-Garonne, 70 à 80 % du vignoble de Cognac, 80 % du vignoble de l'Ouest par exemple.

Dans deux mois les travailleurs de LIP perdront l'allocation de 90 % du salaire pour licenciement économique. Or aucune solution n'est proposée aux grévistes: La section CFDT a souligné: «Ce ne sont pas les palliatifs qui font reculer l'échéance. La seule solution durable reste la création de 800 emplois à Palente et nous sommes décidés à les obtenir».

Charles Piaget devait préciser quant à lui: «Nous

Dans l'Yonne, la récolte de cerises est compromise à 90 %. On voudrait d'ores et déjà nous faire croire que la fatalité ayant à nouveau frappé «on n'y peut rien, mais les prix vont augmenter sur le marché, les petits paysans doivent s'attendre à de grosses pertes», etc. Quant aux mesures économiques et autres à prendre... personne n'en parle encore!

• LIP

n'avons rien à perdre, même à entrer dans l'illégalité si on nous y force».

On se souvient que le 23 mars les ouvriers ont occupé les ASSEDIC, après que le bureau de chômage ait radié 39 grévistes des listes, trois mois avant l'échéance d'un an de versement des allocations. Le 6 avril, des documents ont été dérobés au siège de l'Union patronale du Doubs. La lutte continue.

• Etats d'âme au Figaro

Robert Hersant qui a racheté «le Figaro» en juillet 1975, est entré en conflit avec la direction rédactionnelle (D'Ormesson et Aron). Hersant voudrait que «Le Figaro» devienne «plus populaire et plus brutal» (eh, oui, brutal).

Les autres voudraient qu'il «maintienne sa tradition intellectuelle». Vous a-

• Deux morts, 19 blessés

C'est le dernier bilan de l'explosion survenue mardi dans une usine de pyrotechnie à Montoux (Vaucluse) près de Carpentras.

La déflagration a été perçue à plusieurs kilomètres, vu que c'est 150 kg de poudre noire qui ont explosé. A 150 m de la poudrerie, il y a une école. Parents et enseignants s'étaient opposés à la création de l'école si près de l'usine, d'au-

tant plus qu'un accident avait déjà eu lieu le 31 juillet 1973, faisant quatre

viez remarqué vous que «Le Figaro» avait une tradition intellectuelle? Toujours est-il qu'une trentaine de journalistes seront «conviés à quitter volontairement leurs fonctions dans le journal».

Que ces choses-là sont bien dites! C'est peut-être ça la tradition intellectuelle du «Figaro»?

morts et six blessés. Parmi les blessés, il y a de nombreux élèves blessés par des morceaux de verre, les vitres ayant volé en éclat dans un périmètre de 800 m environ autour de l'usine. Comme dans chaque accident du travail, les patrons affirment que toutes les mesures de sécurité ont été prises. Comment expliquer alors que l'onde de choc ait détruit 30 des 50 alvéoles de béton produisant une série d'explosion en chaîne et comment expliquer l'accident lui-même?



• Dijon

3 jours de grève à la caisse primaire de Sécurité sociale

A l'appel de la seule section CFDT pourtant très minoritaire, rejointe le lendemain par FO et CGT sous la pression du personnel, les employés de la Caisse primaire ont fait grève pendant 3 jours (50 environ le premier jour, 150 ensuite).

Ils exigeaient notamment :

La titularisation des auxiliaires actuellement, la suppression des mois de temporaires, une augmentation d'effectif dans tous les services, la diminution du rendement et la suppression du contrôle direct ou déguisé du rendement individuel ; ainsi que des revendications touchant directement les assurés qui subissent actuellement de façon déplorable le mauvais fonctionnement de la Caisse, dû à une «réorganisation» faite par les directions pour rentabiliser plus encore les organismes, le manque d'effectifs, etc.

Alors que le retard s'accroît de jour en jour (30 à 40 000 dossiers de retard pris depuis 4 semaines...) que le mécontentement du personnel et des assurés est de plus en plus grand, FO et CGT (majoritaires) ont refusé de donner un mot d'ordre précis, disant qu'il fallait attendre, que des auxiliaires il y en avait toujours eu, etc. Alors que le 31 mars, 10 auxiliaires étaient licenciés, leur contrat atteignant 6 mois (à 6 mois plus un jour, ils doivent être titularisés).

FO et CGT
CONTRE UNE GREVE
ACTIVE

C'est sous la pression du personnel ayant suivi l'appel de la CFDT (dont des non syndiqués et des syndiqués CGT et FO) que FO et CGT ont rejoint l'appel, mais pour le lendemain seulement.

En particulier, il a fallu se battre sans arrêt pour leur imposer des assemblées souveraines, le vote de la reconduction en assemblée générale par les grévistes et la participation des grévistes (syndiqués ou non) à l'action. FO et CGT ont refusé catégoriquement de convoquer une assemblée générale le matin de la grève, de faire faire des cahiers de revendications précis par service par les grévistes. Ils disent : les délégués syndicaux ont posé 5 revendications, on s'en tient là, un point c'est tout ; ils sont les mieux placés pour le faire ; préciser les revendications, c'est diviser le personnel, etc.

Ils s'opposent fermement à toute participation massive des grévistes aux négociations (les délégués syndicaux sont sérieux et mandatés. Il ne faut pas affoler la direction par des

actions de choc comme des négociations avec tous les grévistes», etc.

Dès le premier soir de leur appel à la grève, alors que la direction n'avait rien lâché, comme il fallait s'y attendre, FO et CGT proposaient soit de continuer en durcissant (mais sans aucune proposition précise) soit de reprendre le travail sous prétexte d'un mouvement minoritaire.

La CFDT proposait justement une seule alternative : continuer et durcir, après des propositions précises de cahiers de revendications, de délégation de tous les grévistes chez le directeur, de conférence de presse, et de popularisation, etc.

Le lendemain, FO et CGT attaquaient en assemblée générale toutes les propositions de durcissement et de grève active faite par la section CFDT, démobilisaient en brandissant le refrain bien connu d'une grève non majoritaire et appelaient à arrêter la grève le lendemain en prétextant de relancer une action (soi-disant plus suivie).

Proposer cela le 31 au matin ne les gênait pas alors que les 10 auxiliaires étaient licenciés le 31 au soir !

ENCORE LES
GREVETTES DE 24
HEURES

Une semaine après, alors que rien n'a été obtenu, leur promesse de relancer une action plus efficace (sur laquelle ils ont fait arrêter la grève) s'est transformée pour FO comme pour la CGT en une seule proposition : appeler à une journée de grève de 24 h non reconductible... pour exprimer le mécontentement du personnel !

Mais à travers cette semaine, de plus en plus d'employés aussi prenaient conscience de ce qu'est la pratique syndicale des responsables CGT et FO, de leur sens très particulier de la démocratie, de la nécessité de lutter contre eux et de ne compter que sur leurs propres forces pour engager et mener à bien des luttes efficaces et de soutenir une pratique syndicale offensive et déterminée. 2 employés de la CPAM de Dijon

• Dans le Nord et la Basse-Loire

Extension des licenciements et du chômage partiel

Des licenciements sont envisagés dans le secteur chimie de PUK (50 à Chauxy, 100 à Montargis) des mesures de chômage partiel aux usines de Grandville et Brest. La fermeture du secteur des engrais ternaires est envisagée à la Madeleine (Nord), une centaine de personnes est concernée par cette décision.

EN BASSE-LOIRE
NANTES-ST-NAZAIRE

Ce qui est au cœur du problème, c'est la crise de la construction navale et de l'aéronautique. Près de 20 000 ouvriers sont menacés ou touchés par le chômage partiel et les licenciements.

A Nantes, aux chantiers Dubigeon (2 500 ouvriers), 500 mensuels seront au chômage partiel un jour par semaine à partir du 18 avril. Des menaces de licenciements, voire de fermeture, pèsent sur l'entreprise.

A Saint-Nazaire, à la mécanique des Chantiers de

l'Atlantique (2 300 ouvriers), (10 000 avec les chantiers navals), la direction a imposé le chômage partiel à 1 800 ouvriers (26 jours chômés d'ici septembre).

Compte-tenu du chômage partiel qui sévit déjà dans d'autres entreprises (AFO, SNIA — à Saint-Nazaire et à Nantes), c'est un métallo nazairien sur 3 qui est touché par le chômage partiel.

Tout cela fait bien sûr que la colère et la combativité grandissent, le feu couve sous la cendre. De grandes luttes peuvent éclater d'un jour à l'autre, à l'image des grandes grèves de l'été 55.

Les dirigeants CGT prenant les devants pour être sûrs de contrôler la lutte ont proposé l'occupation immédiate. Mais leur proposition n'a recueilli que 200 voix ; la majorité des travailleurs ont craint de s'engager dans une action ambiguë (occupation «reconductive» toutes les 24 h ?)

et dont le contrôle leur échapperait.

Les partis de «gauche» qui ont grand peur que ça explose s'agitent sur le devant de la scène en la personne de leurs zélus municipaux tout neufs. A Nantes, le maire PS, Chénard, demande à être reçu par le ministre du Travail. A Saint-Nazaire, les conseils municipaux de Saint-Nazaire, Montoir et Trignac, à l'initiative du PC, vont se réunir le 13 avril pour une grande opération publicitaire sur le terre-plein de Penhoet, devant l'entrée des Chantiers. Ils veulent étouffer la lutte classe contre classe pour les revendications (non au chômage, non à tout licenciement !) en faisant miroiter la solution miracle du Programme commun.

Mais leur tâche ne sera pas facile. Plus de 20 000 métallos victimes du plan Barre ne peuvent qu'aspirer à entrer en lutte dans l'unité d'action, TOUS ENSEMBLE ET EN MEME TEMPS. Les actions limitées, éparpillées et programmées des directions syndicales sont et seront contestées par un nombre grandissant de travailleurs.

CHEZ PUK

Quant aux dirigeants CGT de PUK à La Madeleine (Nord) que proposent-ils ?

La CGT s'est réunie, au début mars, pour son 2e congrès, en vue non pas de lutter contre les licenciements, mais de «constituer une CGT plus forte», car, pour eux la bataille la plus importante qui soit, c'est le recrutement. Qu'im-

porte les licenciements ! Et de toute façon, la résolution de ce problème, c'est le Programme commun, ce programme bourgeois à 100 % et la nationalisation de PUK ! D'ailleurs, rien n'a été dit sur des formes concrètes de luttes, là n'est pas le problème pour eux, la négociation avant tout !

Et le comble, c'est ceci : dans le quotidien révisionniste «Liberté» du 7 avril 1977, l'on y trouve une grande photo quelques travailleurs en train de pêcher la truite sous le titre «concours de pêche pour les membres du personnel de PUK». Voilà ce qu'il présente et propose aux ouvriers comme perspective de luttes : rien de tel pour les éloigner de la lutte contre les licenciements. Alors que leur emploi est menacé, va-t-on encore les envoyer à la pêche ? Non, non et non c'est vraiment se moquer du monde.

CLASSE CONTRE CLASSE

Que ce soit dans le Nord, dans la Basse-Loire ou partout en France où les travailleurs sont menacés dans leur emploi, ou frappés par le chômage partiel, il n'y a pas d'autre voie que celle de la lutte classe contre classe. Les communistes marxistes-léninistes soutiennent tout ce qui favorise la prise en main de leur lutte par les travailleurs eux-mêmes, tout ce qui favorise l'unité de la classe ouvrière pour engager la lutte classe contre classe.

Tous ensemble et en même temps ; car on ne négocie pas les licenciements on les refuse.
D'après correspondants HR



Manifestation des ouvriers des chantiers navals «Dubigeon-Normandie» de Nantes, le 6 avril, contre les mesures de chômage partiel.

Grève des foyers Sonacotra

La collusion Séguy-Sonacotra (1)

Il y a quelques semaines, Séguy, à la tête d'une délégation de la CGT se trouvait en Algérie. Mercredi 6 avril, il tenait une conférence de presse pour rendre compte de ce voyage. C'est dans cette conférence qu'une question fut posée à ces messieurs, leur demandant de préciser leur position sur la grève des foyers dans les foyers Sonacotra et des précisions sur les «négociations» qu'ils mènent à l'heure actuelle avec les patrons de la société comme certaines informations en ont fait état. (voir HR daté du mardi 5 avril).

C'est Apostolo, le responsable du secteur immigré de la CGT qui répondit à la question mettant en lumière son rôle de trahison de la grève et la collusion ouverte avec la direction de la Sonacotra contre les grévistes et leur comité de coordination. Il rappelait tout d'abord que cette lutte est «une question très importante qui occupe la CGT et ses organisations depuis très, très longtemps»; on voit de quelle façon. Pour ce traître révisionniste, grâce à la CGT qui «a lutté avec vigueur, avec l'aide des résidents, des résultats très importants ont abouti déjà depuis plusieurs mois sur des bases locales... et les principales revendications ont été satisfaites» !

Ni nationalement ni localement, la CGT n'a lutté avec vigueur; à chaque fois, elle a essayé de prendre le train en marche pour récupérer la lutte des résidents et s'en attribuer le mérite. Les termes «sur des bases locales» ne font qu'exprimer l'activité de trahison de la lutte par la direction de la CGT en essayant de diviser les grévistes et en parvenant dans 2 ou 3 foyers à faire négocier foyer par foyer avec la Sonacotra (alors que plus de 50 étaient en grève) à Strasbourg, Bagnolet et Saint-Denis. La même tactique que dans les usines, de division pour régner fut appliquée ; quant aux principales revendications satisfaites ce fut en tout et pour tout : une baisse de 20 centimes des loyers (au lieu de 100 francs), un balai, une serpillière, rien sur l'abolition du règlement intérieur ou le départ des gérants racistes.

Ensuite Apostolo devait faire les louanges d'un malien, membre du bureau fédéral de Seine Saint-Denis du PCF, présenté comme dirigeant de la lutte. Cet individu n'est connu par les résidents que pour s'être tout seul en 1975 auto-proclamé comité de coordination des foyers en grève de la Seine Saint-Denis !

(à suivre)